

Face au péril dictatorial : solidarité avec les peuples et travailleur-euses de Turquie !

La prétendue victoire du « Oui » au référendum en Turquie menace les droits des travailleurs et travailleuses de ce pays, plus encore qu'ils ne l'étaient déjà. Dans ce contexte, l'Union syndicale Solidaires réaffirme sa solidarité complète avec celles et ceux qui seront en première ligne face à la répression (les femmes, les Kurdes, les Alévis, les personnes LGBTI, la gauche révolutionnaire), et notamment avec les syndicats DISK et KESK.

Suite à la proclamation par le pouvoir turc de la victoire du « Oui » au référendum du 16 avril, l'Union syndicale Solidaires exprime sa plus grande inquiétude. Des fraudes, bourrages d'urnes et irrégularités nombreuses, dénoncées par les deux partis d'opposition (HDP et CHP), semblent avoir entaché le scrutin. De plus, nous dénonçons les conditions dans lesquelles s'est déroulée la campagne : partisans du « Non » stigmatisés comme des « terroristes » par le pouvoir, interdits des grands affichages publicitaires, bannis du petit écran, et pour beaucoup d'entre eux, agressés, arrêtés, emprisonnés. 5 000 cadres et militant.e.s du HDP sont emprisonné.e.s et, jusqu'à la veille du scrutin, près de 200 scrutateurs et assesseurs ont été arrêtés dans tout le pays.

- Cette réforme constitutionnelle en donnant les pleins pouvoirs à l'autocrate Erdogan conduit inexorablement la Turquie vers un régime dictatorial. Les opposants sont d'autant plus fragilisés qu'Erdogan évoque à présent un nouveau référendum sur le rétablissement de la peine de mort.
- Le passé récent l'a prouvé : les premières victimes d'un tel régime seront encore une fois les travailleurs et travailleuses de Turquie (dont, pour une grande part déjà, des journalistes, des enseignant-es, fonctionnaires...). En effet, dans ce contexte, les purges dans la fonction publique, les atteintes aux droits sociaux et aux libertés syndicales ne sont pas prêtes de s'arrêter. Plus de 125 000 salariés ont ainsi été limogés, et sont aujourd'hui sans droit au chômage ni possibilité de retrouver un emploi dans leur secteur d'activité.
- Quant à la perspective d'une solution politique pour le Kurdistan, elle s'éloigne d'autant plus que le principal artisan de la guerre déclenchée à l'été 2015 (qui a fait plus de 2000 morts) se voit doté de pouvoirs personnels inédits.

Dans cette période extrêmement difficile pour tous les défenseurs des libertés démocratiques et des droits sociaux en Turquie, l'Union syndicale Solidaires tient à exprimer sa solidarité complète avec celles et ceux qui seront en première ligne face à ce régime dictatorial, et aux politiques conservatrices, nationalistes et néolibérales de l'AKP (les Kurdes, les Alévis, les personnes LBGTI, la gauche révolutionnaire), et notamment avec les syndicats DISK et KESK.

144 Bd de la Villette 75 019 Paris	Téléphone 33 1 58 39 30 20 Télécopie 01 43 67 62 14	contact@solidaires.org www.solidaires.org
---	--	--

